

Chantiers 2012 : l'agenda du possible

Qui dit chantier, dit surprises. De celles qui attendent le laboureur et ses enfants dans les sillons d'un millésime 2012 où Madame Soleil redoute l'ombre d'une crise annoncée et la menace croissante des instabilités géopolitiques.

QUI aurait pu prévoir, en effet, le Printemps arabe ? Et qui peut nous dire si le détroit d'Ormouz, corridor stratégique par où transite 40 % du trafic maritime pétrolier mondial, sera encore praticable dans les mois à venir. L'Iran menaçant de bloquer ce passage car il ne supporte plus les menaces de sanctions occidentales. De quoi remettre en question la plupart des projections imaginées par les prévisionnistes et, avec elles, l'équilibre économique d'un monde qui, pour accéder aux chantiers qu'il s'impose, ne peut faire l'économie de quelques 17 millions de barils transitant chaque jour par ce fameux détroit. Il paraît, à ce titre, qu'une solution partielle est en passe d'être trouvée avec le contournement d'Ormouz via un oléoduc de 360 kilomètres financé par les émirats arabes pour une capacité de 1,8 millions de barils par jour. Quoi qu'il en soit, si les relations

diplomatiques, enrichissement nucléaire oblige, se dégradent encore entre l'Occident et Téhéran, nous pouvons d'ores et déjà prévoir une augmentation considérable des débits dans la colonne "carburants".

Pendant ce temps aux États-Unis

Mais revenons à nos chantiers. Et à celui qui concerne la "TVA emploi" ou "TVA sociale" portée par la droite et conspuée par la gauche. Car si ce dispositif avec la taxe sur les transactions boursières et l'investissement d'Éric Cantona pour une politique du logement plus juste et efficace fait la une de nos quotidiens ces jours-ci, rien ne prouve qu'il passionne outre mesure le français moyen. Quand, TVA sociale ou pas, la relance dépend de notre capacité à exporter donc de notre capacité à réduire

nos coûts pour être plus compétitifs. En résumé, il faut accepter la rigueur et l'austérité ou bien ne plus chercher à renflouer le déficit public et relancer les entreprises comme le font les États-Unis en laissant de côté leur dette abyssale de 15 000 milliards de dollars et en encourageant le dynamisme industriel. D'où la reprise de la consommation américaine concernant des biens durables dont la durée de vie (comme les voitures) est estimée à plus de trois ans.

Pendant ce temps en Europe

Pendant ce temps, de ce côté-ci de l'Atlantique, l'Europe des 27

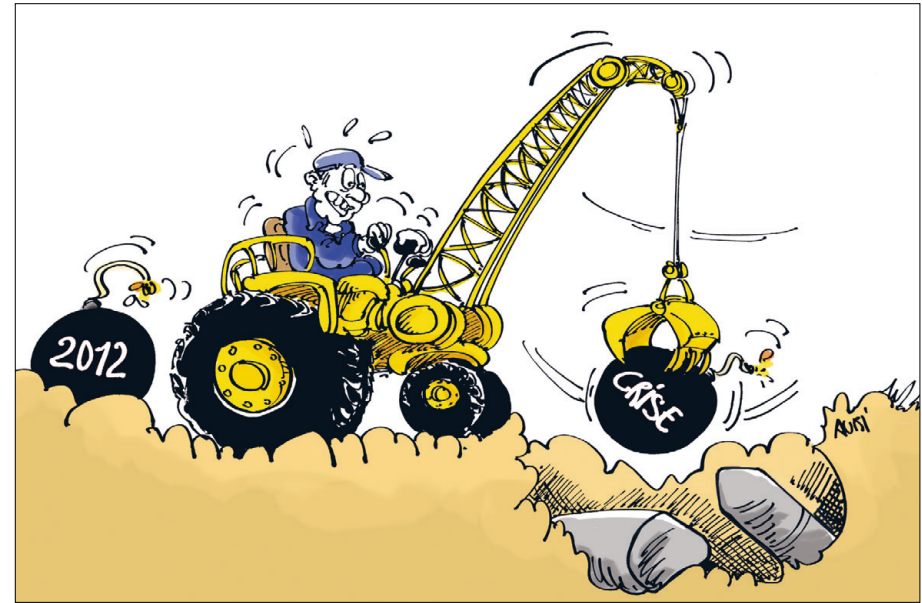


planche sur la PAC avec une grande et consciencieuse réflexion sur le verdissement qui occulte quelque peu le véritable débat sur la régulation des marchés et sur les sorties de crises qui en découlent. Mais que voulez-vous, on ne peut pas être partout quand on est à Bruxelles. Citons enfin, au chapitre des grands rendez-vous, la campagne qui va s'engager pour les élections

aux Chambres d'agriculture. Avec un sondage BVA, à lire ci-contre, qui laisse entrevoir un très bon score du côté de la Coordination Rurale. En attendant et pour respecter les échéances de cet agenda du possible, nous retournerons aux urnes. Bien-sûr, pour d'autres raisons. Bien-sûr, en attendant !